

CPP : “les assiettes tournent”

✧ Le projet alternatif d'Emir Kir ne convainc vraiment pas le MR.

CPP ou trois lettres qui font décidément beaucoup parler d'elles en cette fin d'hiver. Pour rappel, le contrat de projet professionnel (CPP) vise à encadrer et “coacher” les chômeurs dans leur démarche de recherche d'un emploi. La majorité en place à Bruxelles s'était mise d'accord pour le rendre obligatoire pour les élèves sortant de l'enseignement secondaire en juin 2010. Mais la semaine passée, Emir Kir (PS), le ministre en charge de la Formation à la Cocof a donné un solide coup de frein à ce projet en estimant que les moyens nécessaires à la réalisation de cette réforme étaient insuffisants et qu'il était plus sage, dès lors, de reporter cette obligation à une date ultérieure (voir LLB 20/02/2010).

Un véritable “coup de canif” dans le contrat de l'Olivier, dénonce le MR, pas plus séduit par le “projet alternatif” présenté par le ministre ce lundi. Emir Kir propose ainsi la mise en place de tables rondes avec les jeunes et les acteurs des contrats de quartier, des missions locales et de la cohésion sociale, “pour réfléchir à des modules d'orientation et de détermination professionnels”. Ces derniers devraient être intégrés dans un plan stratégique de formation qui sera développé au cours de la législature. Bref, beaucoup de “blabla” et de temps perdu, selon le MR “On va renouer le dialogue, retendre le lien, palabrer, interroger le secteur et donner la parole aux moins de 25 ans. C'est fort

bien, estime Françoise Schepmans (MR). Mais il s'agit, une fois de plus, d'un diagnostic et non d'une solution durable. Les CPP se transforment en tables rondes : l'Olivier fait tourner les assiettes et estime manifestement avoir le temps, alors que l'on compte jusqu'à 40 % de jeunes chômeurs dans certains quartiers !”

Selon la députée, Emir Kir a “essayé de faire croire”, en son temps, qu'un budget de 400 000 euros était capable d'offrir à la fois des formations aux jeunes épaulés par le CPP, de faire face au défi démographique, mais aussi d'étoffer les filières qualifiantes aux métiers verts. “Hier encore, il plaidait la nécessité d'unir main dans la main la Région et la Cocof pour vaincre la bataille de l'emploi. Or, que voit-on aujourd'hui ? Adieu déjà les méthodes qui ont montré leur succès en Flandre, en Allemagne, au Royaume-Uni ?”

D'après Françoise Schepmans, ce désaccord sur le CPP au sein de la majorité démontre que le CDH est bien “isolé au cœur d'un Olivier où Ecolo et le PS semblent décidés à revoir ce qui était pourtant un des axes forts de la législature”.

Selon la députée, si l'on veut sauver le CPP, il est temps “de passer à l'acte” et de décloisonner les budgets des institutions. “Si la Cocof n'est pas capable de financer son offre, il faut permettre des arbitrages budgétaires afin que la Région soutienne les politiques de formation via des accords de coopération”. Dernière précision. “Les 17000 jeunes Bruxellois au chômage ne sont pas pour autant en décrochage social, contrairement à ce que prétend Emir Kir. Mais ils ont besoin d'un vrai parcours qualifiant et, surtout, d'un emploi !”, conclut la députée.

R.M.